



## RAPPORT DE GESTION

---

### TABLE DES MATIÈRES

PROFIL DE L'ENTREPRISE .....	2
FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2012 .....	2
MESURES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS .....	3
ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS DE QUÉBECOR .....	7
ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ .....	13
FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE .....	23
INFORMATIONS ADDITIONNELLES .....	28
SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES .....	33

## PROFIL DE L'ENTREPRISE

Le présent rapport de gestion de Québecor inc. (« Québecor » ou la « Société ») couvre les principales activités du troisième trimestre 2012 ainsi que les plus importants changements effectués en regard de l'exercice financier précédent.

Tous les montants sont en dollars canadiens à moins d'avis contraire. Le présent rapport devrait être lu en parallèle avec les informations contenues dans les états financiers consolidés et le rapport de gestion de l'exercice financier terminé le 31 décembre 2011.

Québecor est une société de gestion détenant une participation dans Québecor Média inc. (« Québecor Média »), l'un des plus importants conglomérats de médias du Canada. Le 11 octobre 2012, la Société et Québecor Média ont complété le rachat partiel de la participation de 45,3 % dans Québecor Média détenue par CDP Capital d'Amérique Investissement inc. (« CDP Capital »), une filiale de la Caisse de dépôt et placement du Québec. À la suite des transactions, la participation de la Société dans Québecor Média est passée de 54,7 % à 75,4 %. Les filiales de Québecor Média exercent leurs activités dans les secteurs suivants : Télécommunications, Médias d'information, Télédiffusion, Loisir et divertissement et Technologies et communications interactives. Québecor Média déploie une stratégie de convergence qui s'appuie sur les synergies entre ses différentes propriétés médias.

## FAITS SAILLANTS DEPUIS LA FIN DU DEUXIÈME TRIMESTRE 2012

- Le chiffre d'affaires de Québecor a atteint 1,06 G\$ au troisième trimestre 2012, soit une hausse de 44,3 M\$ (4,4 %), résultant principalement d'une croissance de 7,8 % des revenus du secteur Télécommunications.
- La Société a augmenté sa participation dans Québecor Média à la suite de la clôture, le 11 octobre 2012, des transactions suivantes :
  - Québecor Média a racheté 20 351 307 de ses actions ordinaires détenues par CDP Capital, pour un prix d'achat global de 1,0 G\$, payable en espèces ;
  - Québecor a acheté 10 175 653 actions ordinaires de Québecor Média détenues par CDP Capital, en contrepartie de l'émission par Québecor à CDP Capital de débentures subordonnées d'un montant en capital global de 500,0 M\$, portant intérêt à un taux de 4,125 % et échéant en 2018, qui sont convertibles en actions subalternes catégorie B comportant droit de vote (les « actions catégorie B ») de Québecor.

À la suite de la clôture de ces transactions, la participation de Québecor dans Québecor Média a augmenté de 54,7 % à 75,4 %, tandis que celle de CDP Capital a diminué de 45,3 % à 24,6 %.

- Pour réaliser le rachat de 20 351 307 actions ordinaires de son capital-actions pour un montant global de 1,0 G\$, Québecor Média a pu bénéficier de conditions avantageuses sur les marchés d'emprunt. Les opérations financières suivantes ont été réalisées par Québecor Média dans le cadre de cette importante transaction :
  - l'émission, le 11 octobre 2012, de billets de premier rang d'un montant en capital global de 850,0 M\$US, portant intérêt à un taux de 5,75 % et échéant en 2023, et de billets de premier rang pour un montant en capital global de 500,0 M\$, portant intérêt à un taux de 6,625 % et échéant en 2023, soit, dans ce dernier cas, l'une des plus importantes émissions sur le marché des titres obligataires à haut rendement jamais réalisée au Canada ;
  - Québecor Média a augmenté la taille de son placement en raison de la souscription excédentaire et des modalités de financement favorables, ce qui lui a permis de proroger les échéances de ses instruments de crédit par le remboursement d'un montant en capital total de 320,0 M\$US de ses billets de premier rang portant intérêt à un taux de 7,75 %, émis en 2007 et échéant en 2016. Cette transaction a entraîné une perte sur règlement de dettes d'environ 60,0 M\$ (avant les impôts sur le bénéfice), qui sera enregistrée aux résultats du quatrième trimestre 2012.
- En octobre 2012, la Société a complété la révision annuelle de son plan stratégique triennal et, compte tenu de l'environnement financier difficile et des conditions du marché existant dans les industries des journaux et de la musique, elle a inscrit une charge non monétaire totale de 187,0 M\$ de dépréciation de l'écart d'acquisition des titres de publications et des relations clients.

### Télécommunications

- Progression des revenus de Vidéotron Itée (« Vidéotron ») au troisième trimestre 2012 dans ses principaux services : accès Internet (18,5 M\$ ou 10,5 %), télédistribution (16,3 M\$ ou 6,4 %), téléphonie mobile (13,3 M\$ ou 41,8 %) et téléphonie par câble (4,1 M\$ ou 3,7 %).

- Augmentation nette de 101 100 unités de service<sup>1</sup> au troisième trimestre 2012, contre 169 900 au même trimestre de 2011. Le nombre total d'unités de service a augmenté de 264 600 (5,8 %) pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2012.

### **Médias d'information**

- Le 27 septembre 2012, Corporation Sun Media a annoncé la nomination d'Eric Morrison au poste de premier vice-président à la rédaction. À ce titre, il est appelé à diriger la réorganisation des activités d'information de Corporation Sun Media. Au même moment, Corporation Sun Media a annoncé la réorganisation de ses activités de salles de presse, de publicité et d'imprimerie partout au Canada, sauf au Québec, dans le but de mieux répondre aux besoins de la clientèle et aux occasions d'affaires locales et nationales. De plus, le 13 novembre 2012, Corporation Sun Media a annoncé de nouvelles mesures de restructuration dans le but d'alléger sa structure organisationnelle afin de permettre une meilleure exécution des processus d'affaires, tout en améliorant le rapport coût-efficacité. Les économies totales annuelles attribuables à ces mesures sont estimées à plus de 45,0 M\$.
- Les résultats du sondage NADbank 2011/12, qui mesure le taux de lectorat des principaux quotidiens à l'échelle du pays, confirment que *Le Journal de Montréal* compte un lectorat hebdomadaire de 1 136 500, soit 283 000 lecteurs de plus que son plus proche concurrent. Par ailleurs, les résultats du même sondage indiquent que le *24 heures* enregistre la plus forte croissance hebdomadaire parmi tous les quotidiens payants et gratuits à Montréal, soit une hausse de 73 700 lecteurs, ou 12,3 % sur une période d'un an (source : NADbank 2011 et 2012, Montréal RMR).
- Dans le but d'offrir une meilleure expérience de lecture à sa clientèle et un produit plus attrayant à ses annonceurs, Corporation Sun Media a adopté une nouvelle grille graphique pour ses quotidiens gratuits *24 heures* et *24 Hours* et enrichi leurs contenus, livrés dans un style plus coloré et visuel. Les quotidiens gratuits *24 heures* et *24 Hours* sont distribués gratuitement à plus de 1,1 million de lecteurs chaque jour (source : NADbank 2011, tous les marchés) dans six des plus grands marchés urbains du Canada.
- Le 30 août 2012, Corporation Sun Media a lancé *ViaProprio.ca*, un site Web s'adressant aux particuliers qui désirent vendre eux-mêmes leur propriété, et a revu le positionnement de son site *Micasa.ca*, qui concentre désormais ses activités sur le marché des professionnels de l'immobilier – soit les développeurs, constructeurs, courtiers et gestionnaires d'immeubles. *Micasa.ca* est l'un des sites immobiliers les plus visités au Québec avec plus de 150 000 visiteurs uniques par mois.

### **MESURES NON NORMALISÉES SELON LES IFRS**

Les mesures non normalisées selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS ») utilisées par la Société pour évaluer son rendement financier, telles que le bénéfice d'exploitation, le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs, les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média et le revenu mensuel moyen par abonné (« RMPA »), ne sont pas calculées selon, ni ne sont reconnues par les IFRS. La méthode de calcul des mesures financières hors IFRS de la Société peut différer de celles utilisées par d'autres entreprises et, par conséquent, celles qu'elle présente dans ce rapport de gestion peuvent ne pas être comparables à d'autres mesures ayant des noms semblables divulguées par d'autres entreprises.

### **Bénéfice d'exploitation**

Dans son analyse des résultats d'exploitation, la Société définit le bénéfice d'exploitation, tel que concilié avec le bénéfice net, conformément aux IFRS, comme le bénéfice net avant l'amortissement, les frais financiers, le gain (la perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers, la charge de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux, la charge de dépréciation de l'écart d'acquisition et d'actifs incorporels, le gain (la perte) sur refinancement de dettes et les impôts sur le bénéfice. Le bénéfice d'exploitation, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Ce n'est pas non plus une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La Société se sert du bénéfice d'exploitation pour évaluer le rendement de ses investissements dans Québecor Média. La direction et le conseil d'administration de la Société utilisent cette mesure pour évaluer tant les résultats consolidés de la Société que les résultats des secteurs d'exploitation qui en font partie. Cette mesure élimine le niveau substantiel de dépréciation et d'amortissement des actifs corporels et incorporels et

<sup>1</sup> La somme des clients des services de télédistribution, d'accès Internet par câble et sans fil, et de téléphonie par câble à laquelle est ajouté le nombre de lignes en téléphonie mobile.

n'est pas affectée par la structure du capital ou les activités d'investissement de la Société et de ses différents secteurs d'activité. En outre, le bénéfice d'exploitation est utile, car il constitue un élément important des régimes de rémunération incitative annuels de la Société. Toutefois, cette mesure est limitée puisqu'elle ne tient pas compte du coût périodique des actifs corporels et incorporels nécessaires pour générer les revenus des secteurs de la Société. D'autres mesures qui tiennent compte de ces coûts, telles que les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs et les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies, sont également utilisées par la Société. De plus, des mesures comme le bénéfice d'exploitation sont fréquemment utilisées par les membres de la communauté financière pour analyser et comparer le rendement d'entreprises dans les secteurs où la Société est active. La définition du bénéfice d'exploitation de la Société peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 1 présente le rapprochement du bénéfice d'exploitation avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

**Tableau 1**

**Rapprochement du bénéfice d'exploitation présenté dans ce rapport avec le bénéfice net divulgué aux états financiers consolidés résumés**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Bénéfice (perte) d'exploitation :				
Télécommunications	309,9	\$ 275,4	\$ 914,6	\$ 804,1
Médias d'information	23,5	29,1	76,5	103,1
Télédiffusion	7,0	3,0	20,9	29,9
Loisir et divertissement	8,9	11,5	8,1	19,0
Technologies et communications interactives	0,4	3,2	6,4	5,4
Siège social	3,1	(2,5)	6,3	11,0
	<b>352,8</b>	319,7	<b>1 032,8</b>	972,5
Amortissement	(146,7)	(131,0)	(432,9)	(374,0)
Frais financiers	(76,9)	(83,4)	(239,2)	(245,2)
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	117,7	(34,4)	241,5	(27,9)
Restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux	(39,7)	(2,9)	(28,8)	(19,0)
Dépréciation de l'écart d'acquisition et d'actifs incorporels	(187,0)	–	(201,5)	–
Gain (perte) sur refinancement de dettes	–	2,7	(7,3)	(6,6)
Impôts sur le bénéfice	(14,6)	(21,4)	(106,4)	(81,2)
<b>Bénéfice net</b>	<b>5,6</b>	\$ 49,3	\$ 258,2	\$ 218,6

**Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies**

La Société définit le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que concilié avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires conformément aux IFRS, comme le bénéfice net attribuable aux actionnaires avant le gain (la perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers, la charge de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux, la charge de dépréciation de l'écart d'acquisition et d'actifs incorporels et la perte (le gain) sur refinancement de dettes, déduction faite des impôts sur le bénéfice et du bénéfice net (de la perte nette) attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle. Le bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies, tel que décrit ci-dessus, n'est pas une mesure des résultats définie conformément aux IFRS. Cette mesure ne devrait pas être considérée isolément ou comme substitut aux autres mesures de rendement calculées selon les IFRS. La définition du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies peut différer de celle utilisée par d'autres entreprises.

Le tableau 2 présente le rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés de Québecor.

**Tableau 2**

**Rapprochement du bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies présenté dans ce rapport avec le bénéfice net attribuable aux actionnaires divulgué aux états financiers consolidés résumés**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies	52,1	\$ 40,0	\$ 140,1	\$ 135,9
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	117,7	(34,4)	241,5	(27,9)
Restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux	(39,7)	(2,9)	(28,8)	(19,0)
Dépréciation de l'écart d'acquisition et d'actifs incorporels	(187,0)	–	(201,5)	–
Gain (perte) sur refinancement de dettes	–	2,7	(7,3)	(6,6)
Impôts sur le bénéfice afférents aux ajustements <sup>1</sup>	19,7	7,6	(6,8)	13,7
Bénéfice net attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle afférent aux ajustements	55,8	13,1	21,3	19,5
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires</b>	<b>18,6</b>	<b>\$ 26,1</b>	<b>\$ 158,5</b>	<b>\$ 115,6</b>

<sup>1</sup> Y compris l'impact de la fluctuation du taux d'imposition applicable sur les éléments ajustés, pour des raisons statutaires ou dans le cadre de transactions fiscales.

**Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs**

Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs représentent le bénéfice d'exploitation, moins les acquisitions d'immobilisations et les acquisitions d'actifs incorporels (exclusion faite des montants déboursés pour l'acquisition ou le renouvellement de licences), plus le produit de l'aliénation d'éléments d'actif. La Société utilise les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs comme indicateur de liquidités générées par ses secteurs. Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs représentent les fonds disponibles pour les paiements d'intérêts et d'impôts, les déboursés relatifs aux programmes de restructuration, les acquisitions d'entreprises, le paiement de dividendes et le remboursement de la dette à long terme. Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs ne sont pas une mesure de la liquidité établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. Les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs sont utilisés par la direction et le conseil d'administration pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de ses secteurs. Lorsque la Société utilise les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs, elle fournit un rapprochement avec le bénéfice d'exploitation dans la même section du rapport.

**Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média**

Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la filiale Québecor Média représentent les flux de trésorerie d'exploitation des secteurs (cf. « Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs »), moins la portion monétaire de la charge d'intérêt et de la charge de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux, plus ou moins les impôts exigibles, les autres encaissements (déboursés) et la variation nette des actifs et passifs d'exploitation. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies sont utilisés par la direction et le conseil d'administration de la Société pour évaluer les fonds générés par l'exploitation de la filiale Québecor Média. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies représentent les fonds disponibles dans Québecor Média pour les acquisitions d'entreprises, le paiement de dividendes et le remboursement de la dette à long terme. Les flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies ne sont pas une mesure de liquidités établie conformément aux IFRS. Il ne s'agit pas d'une mesure destinée à remplacer d'autres outils d'évaluation du rendement financier ou l'état des flux de trésorerie comme indicateur de liquidités. La définition des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de la Société peut différer de celle adoptée par d'autres entreprises.

Le tableau 3 présente le rapprochement des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québec Média avec les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation de cette filiale.

**Tableau 3**

**Rapprochement des flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québec Média avec les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies de cette filiale**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies (tableau 4)	<b>182,8</b>	\$ 152,5	\$ <b>257,8</b>	\$ 75,1
Acquisitions d'immobilisations	<b>185,7</b>	207,1	<b>551,5</b>	573,8
Acquisitions d'actifs incorporels	<b>16,0</b>	23,0	<b>58,9</b>	64,7
Produit de l'aliénation d'éléments d'actif	<b>(3,7)</b>	(2,5)	<b>(6,1)</b>	(7,5)
<b>Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation</b>	<b>380,8</b>	\$ 380,1	\$ <b>862,1</b>	\$ 706,1

**Revenu mensuel moyen par abonné**

Le RMPA est un indicateur utilisé dans l'industrie pour mesurer les revenus mensuels générés par la télévision par câble, l'accès Internet et la téléphonie par câble et mobile par abonné moyen de base. Le RMPA n'est pas une mesure établie conformément aux IFRS et la définition et la méthode de calcul utilisées par la Société peuvent différer de celles utilisées par d'autres entreprises. La Société calcule le RMPA en divisant ses revenus combinés de télévision par câble, d'accès Internet et de téléphonie par câble et mobile par le nombre moyen d'abonnés de base durant la période considérée, puis divise ce résultat par le nombre de mois de cette même période.

## Analyse des résultats consolidés de Québecor

### Comparaison des troisièmes trimestres 2012 et 2011

**Revenus** de 1,06 G\$, en hausse de 44,3 M\$ (4,4 %).

- Progression dans les secteurs Télécommunications (47,6 M\$ ou 7,8 % des revenus du secteur), Télédiffusion (9,7 M\$ ou 10,9 %) et Technologies et communications interactives (3,8 M\$ ou 12,7 %).
- Recul dans les secteurs Médias d'information (7,6 M\$ ou -3,2 %) et Loisir et divertissement (0,8 M\$ ou -1,1 %).

**Bénéfice d'exploitation** de 352,8 M\$, en hausse de 33,1 M\$ (10,4 %).

- Hausse dans les secteurs Télécommunications (34,5 M\$ ou 12,5 % du bénéfice d'exploitation du secteur), Télédiffusion (4,0 M\$ ou 133,3 %) et siège social (5,6 M\$), expliqué dans ce dernier cas principalement par la variation favorable de la juste valeur des options d'achat d'actions.
- Recul dans les secteurs Médias d'information (5,6 M\$ ou -19,2 %), Technologies et communications interactives (2,8 M\$ ou -87,5 %) et Loisir et divertissement (2,6 M\$ ou -22,6 %).
- La variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québecor Média a entraîné un écart favorable de 2,4 M\$ relativement à la charge de rémunération à base d'actions au troisième trimestre 2012 par rapport à la même période de 2011. Par ailleurs, la variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québecor a entraîné un écart favorable de 6,7 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions de la Société au troisième trimestre 2012.

**Bénéfice net attribuable aux actionnaires** de 18,6 M\$ (0,30 \$ par action de base), contre 26,1 M\$ (0,41 \$ par action de base) au troisième trimestre 2011, soit une baisse de 7,5 M\$ (0,11 \$ par action de base).

- Cet écart défavorable s'explique surtout par :
  - l'inscription d'une charge de dépréciation de l'écart d'acquisition et d'actifs incorporels de 187,0 M\$ au troisième trimestre 2012 ;
  - une augmentation de 36,8 M\$ de la charge de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux ;
  - la hausse de 15,7 M\$ de la charge d'amortissement.

Contrebalancées par :

- un écart favorable de 152,1 M\$ au chapitre du gain sur évaluation et conversion d'instruments financiers ;
- la hausse de 33,1 M\$ du bénéfice d'exploitation ;
- l'enregistrement d'un ajustement favorable de 34,8 M\$ des impôts différés ;
- la diminution de 6,5 M\$ des frais financiers.

**Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies** de 52,1 M\$ au troisième trimestre 2012 (0,83 \$ par action de base), contre 40,0 M\$ (0,63 \$ par action de base) au même trimestre de 2011, soit une hausse de 12,1 M\$ (0,20 \$ par action de base).

**Charge d'amortissement** de 146,7 M\$, contre 131,0 M\$ au même trimestre de 2011, soit une hausse de 15,7 M\$ qui s'explique essentiellement par l'impact des importants investissements en immobilisations depuis 2010 dans le secteur Télécommunications, dont l'amortissement des immobilisations relatives au réseau 4G et l'impact de la stratégie promotionnelle axée sur la location d'équipements.

**Frais financiers** de 76,9 M\$, en baisse de 6,5 M\$.

- Cette diminution s'explique surtout par :
  - une variation favorable du taux de change sur les éléments d'exploitation au montant de 3,7 M\$ ;
  - l'impact de la diminution des taux d'intérêt applicables aux dettes à long terme, expliquée par un refinancement à des taux inférieurs en mars et en avril 2012.

**Gain sur évaluation et conversion d'instruments financiers** de 117,7 M\$ au troisième trimestre 2012, contre une perte de 34,4 M\$ à la même période de 2011, soit un écart favorable de 152,1 M\$ qui s'explique principalement par la variation favorable de la juste valeur des options de règlement anticipé due à la fluctuation des taux d'intérêt et des primes de crédit.

**Charge de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux** de 39,7 M\$ au troisième trimestre 2012, contre 2,9 M\$ à la même période de 2011, soit un écart défavorable de 36,8 M\$.

- Depuis quelques années, le secteur Médias d'information a mis en œuvre diverses mesures de restructuration afin de réduire ses coûts d'exploitation et, plus particulièrement, le secteur a annoncé au troisième trimestre 2012 la réorganisation de ses activités de salles de presse, de publicité et d'imprimerie au Canada. À la suite de ces mesures, une charge de restructuration des activités d'exploitation de 31,8 M\$ a été enregistrée au troisième trimestre 2012 dans le secteur Médias d'information, contre une charge nette de 2,0 M\$ au troisième trimestre 2011. De même, dans le cadre de ces mesures, une charge de dépréciation de 7,5 M\$ liée à certains éléments d'actif a été enregistrée au troisième trimestre 2012.
- Dans le cadre de la mise en service de son réseau 4G, le secteur Télécommunications avait enregistré au troisième trimestre 2011 une charge de 0,3 M\$ relativement aux frais de migration.
- Une charge de dépréciation d'actifs incorporels de 0,3 M\$ avait été enregistrée dans le secteur Télédiffusion au troisième trimestre 2011.
- Les autres secteurs ont enregistré une charge nette pour restructuration des activités d'exploitation de 0,4 M\$ au troisième trimestre 2012, ainsi qu'une charge pour autres éléments spéciaux de 0,3 M\$ au troisième trimestre 2011.

**Charge de dépréciation de l'écart d'acquisition et d'actifs incorporels** de 187,0 M\$ au troisième trimestre 2012, contre aucune à la même période de 2011.

- En octobre 2012, la Société a complété la révision annuelle de son plan stratégique triennal. L'environnement économique difficile et les conditions du marché existant dans les industries des journaux et de la musique ont incité la Société à effectuer des tests de dépréciation de l'écart d'acquisition dans les unités génératrices de trésorerie (« UGT ») Médias d'information et Musique. La Société a conclu que la valeur recouvrable de ces deux UGT, basée sur leur valeur d'utilité respective, était inférieure à leur valeur comptable. En conséquence, une charge non monétaire pour dépréciation de l'écart d'acquisition de 145,0 M\$ (sans incidence fiscale) et une charge non monétaire de dépréciation de titres de publications et de relations clients de 30,0 M\$ ont été enregistrées dans le secteur Médias d'information. De même, une charge non monétaire pour dépréciation de l'écart d'acquisition de 12,0 M\$ (sans incidence fiscale) a été enregistrée dans le secteur Loisir et divertissement.

**Charge d'impôts sur le bénéfice** de 14,6 M\$ (taux d'imposition effectif de 8,2 % en considérant seulement les éléments imposables et déductibles) au troisième trimestre 2012, contre 21,4 M\$ (taux d'imposition effectif de 30,3 %) au troisième trimestre 2011.

- La baisse de la charge d'impôt sur le bénéfice et du taux d'imposition effectif s'explique comme suit :
  - Au cours du troisième trimestre 2012, la Société a examiné la reconnaissance des actifs d'impôts différés à la lumière de la jurisprudence et des développements en fiscalité et, par conséquent, a réduit la charge d'impôts sur le bénéfice différés de 34,8 M\$.

Contrebalancé par :

- l'impact de la hausse du bénéfice imposable pour fins fiscales.

### **Comparaison des neuf premiers mois de 2012 et 2011**

**Revenus** de 3,21 G\$, en hausse de 150,8 M\$ (4,9 %).

- Augmentation dans les secteurs Télécommunications (160,9 M\$ ou 9,0 % des revenus du secteur), Technologies et communications interactives (24,8 M\$ ou 29,2 %) et Télédiffusion (18,3 M\$ ou 5,8 %).
- Recul dans les secteurs Médias d'information (27,3 M\$ ou -3,7 %) et Loisir et divertissement (3,7 M\$ ou -1,8 %).

**Bénéfice d'exploitation** de 1,03 G\$, en hausse de 60,3 M\$ (6,2 %).

- Hausse dans les secteurs Télécommunications (110,5 M\$ ou 13,7 % du bénéfice d'exploitation du secteur) et Technologies et communications interactives (1,0 M\$ ou 18,5 %).
- Recul dans les secteurs Médias d'information (26,6 M\$ ou -25,8 %), Loisir et divertissement (10,9 M\$ ou -57,4 %), Télédiffusion (9,0 M\$ ou -30,1 %) et siège social (4,7 M\$), expliqué dans ce dernier cas principalement par la variation défavorable de la juste valeur des options d'achat d'actions.
- La variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québec Média a entraîné un écart défavorable de 7,3 M\$ relativement à la charge de rémunération à base d'actions au cours des neuf premiers mois de 2012, par rapport à la même période de 2011. Par ailleurs, la variation de la juste valeur des options d'achat d'actions de Québec a entraîné un écart défavorable de 7,6 M\$ lié à la charge de rémunération à base d'actions de la Société pour les neuf premiers mois de 2012.

**Bénéfice net attribuable aux actionnaires** de 158,5 M\$ (2,50 \$ par action de base), contre 115,6 M\$ (1,80 \$ par action de base) au cours des neuf premiers mois de 2011, soit une hausse de 42,9 M\$ (0,70 \$ par action de base).

- Cette augmentation s'explique surtout par :
  - un écart favorable de 269,4 M\$ au chapitre du gain sur évaluation et conversion d'instruments financiers ;
  - la hausse de 60,3 M\$ du bénéfice d'exploitation.

Contrebalancés en partie par :

- une charge de dépréciation de l'écart d'acquisition et d'actifs incorporels de 201,5 M\$ enregistrée au cours des neuf premiers mois de 2012 ;
- la hausse de 58,9 M\$ de la charge d'amortissement ;
- une augmentation de 9,8 M\$ de la charge de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux.

**Bénéfice ajusté lié aux activités d'exploitation poursuivies** de 140,1 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2012 (2,22 \$ par action de base), contre 135,9 M\$ (2,12 \$ par action de base) à la même période de 2011, soit une hausse de 4,2 M\$ (0,10 \$ par action de base).

**Charge d'amortissement** de 432,9 M\$, soit une hausse de 58,9 M\$, qui s'explique essentiellement par la même raison que celle mentionnée dans la comparaison des troisièmes trimestres 2012 et 2011.

**Frais financiers** de 239,2 M\$, en baisse de 6,0 M\$.

- Cette diminution s'explique surtout par :
  - l'impact de la diminution des taux d'intérêt applicables sur les débentures échangeables ;
  - l'impact de la diminution des taux d'intérêt applicables aux dettes à long terme, expliquée par un refinancement à des taux inférieurs en 2012.

**Gain sur évaluation et conversion d'instruments financiers** de 241,5 M\$ pour les neuf premiers mois de 2012, contre une perte de 27,9 M\$ à la même période de 2011, soit un écart favorable de 269,4 M\$ qui s'explique principalement par la variation favorable de la juste valeur des options de règlement anticipé due à la fluctuation des taux d'intérêt et des primes de crédit.

**Charge de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux** de 28,8 M\$, contre 19,0 M\$ à la même période de 2011, soit un écart défavorable de 9,8 M\$.

- Un gain sur disposition d'entreprises de 12,9 M\$ a été enregistré au cours des neuf premiers mois de 2012 dans le secteur Télédiffusion à la suite de la vente des participations qui étaient détenues par Groupe TVA inc. (« Groupe TVA ») dans les chaînes spécialisées mysteryTV et The Cave. Une charge de restructuration de 0,1 M\$ a également été enregistrée dans ce secteur au cours de la même période, contre une charge de dépréciation d'actifs incorporels de 0,6 M\$ pour la période correspondante de 2011.
- Au cours des neuf premiers mois de 2012, une charge de restructuration des activités d'exploitation de 32,1 M\$ a été enregistrée dans le secteur Médias d'information, principalement liée aux mesures mises en œuvre au troisième trimestre 2012, contre une charge nette de 2,0 M\$ pour les neuf premiers mois de 2011. Une charge de dépréciation

de 7,5 M\$ liée à certains éléments d'actif a été enregistrée pour la période des neuf premiers mois de 2012, contre une charge de dépréciation d'actifs incorporels de 0,9 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2011.

- Dans le cadre de la mise en service de son réseau 4G, le secteur Télécommunications a enregistré au cours des neuf premiers mois de 2012 une charge de 0,5 M\$ relativement aux frais de migration, par rapport à 14,8 M\$ pour la même période de 2011.
- Au cours des neuf premiers mois de 2012, d'autres éléments spéciaux de 1,5 M\$ ont été enregistrés dans d'autres secteurs, comparativement à 0,7 M\$ à la même période de 2011.

**Charge de dépréciation de l'écart d'acquisition et d'actifs incorporels** de 201,5 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2012.

- Une charge non monétaire pour dépréciation de l'écart d'acquisition totalisant 157,0 M\$ (sans incidence fiscale) a été enregistrée au troisième trimestre 2012 dans les secteurs Médias d'information et Loisir et divertissement. De plus, une charge non monétaire de dépréciation de titres de publications et de relations clients de 30,0 M\$ a aussi été enregistrée au cours de cette période dans le secteur Médias d'information. Ces charges sont expliquées plus en détails dans l'analyse des résultats consolidés du troisième trimestre 2012.
- L'adoption en 2012 des nouveaux tarifs relatifs à la contribution des entreprises aux coûts qui découleraient des services de récupération des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec a un impact défavorable sur les coûts d'exploitation des activités d'édition de magazines. La Société a donc revu son plan d'affaires pour ce secteur et a conclu que le montant de l'écart d'acquisition n'était plus totalement recouvrable. Une charge non monétaire liée à la dépréciation de l'écart d'acquisition de 14,5 M\$ (sans incidence fiscale) a donc été comptabilisée au cours du premier trimestre 2012.

**Perte sur refinancement de dettes** de 7,3 M\$ pour les neuf premiers mois de 2012, contre une perte de 6,6 M\$ à la même période de 2011, soit un écart défavorable de 0,7 M\$.

- Au premier trimestre 2012, Vidéotron a remboursé la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital de 395,0 M\$US portant intérêt à un taux de 6,875 % et échéant en janvier 2014. Au cours de la même période, Québecor Média a remboursé un montant en capital total de 260,0 M\$US de ses billets de premier rang portant intérêt à un taux de 7,75 % et échéant en mars 2016, et a réglé les contrats de couverture afférents. Ces transactions ont entraîné une perte sur refinancement de dettes totale de 7,3 M\$.
- Le 18 juillet 2011, Vidéotron a remboursé et retiré un montant en capital de 255,0 M\$US de ses billets de premier rang émis et en circulation portant intérêt à un taux de 6,875 % et échéant en 2014, et a réglé les contrats de couverture afférents. Cette transaction a entraîné un gain sur refinancement de dettes de 2,7 M\$.
- Le 15 février 2011, Corporation Sun Media a remboursé et retiré la totalité de ses billets de premier rang d'un montant en capital global de 205,0 M\$US portant intérêt à un taux de 7,625 %, et a réglé les contrats de couverture afférents. Cette transaction a entraîné une perte sur refinancement de dettes de 9,3 M\$.

**Charge d'impôts sur le bénéfice** de 106,4 M\$ (taux d'imposition effectif de 19,8 % en considérant seulement les éléments imposables et déductibles) pour les neuf premiers mois de 2012, comparativement à 81,2 M\$ (taux d'imposition effectif de 27,1 %) à la même période de 2011.

- L'écart défavorable de 25,2 M\$ s'explique surtout par la hausse du bénéfice imposable pour fins fiscales, contrebalancée en partie par la réduction de la charge d'impôts sur le bénéfice différés de 34,8 M\$ enregistrée au troisième trimestre 2012.

### **Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média**

**Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québecor Média** de 182,8 M\$ au troisième trimestre 2012, contre 152,5 M\$ à la même période de 2011 (tableau 4).

- Cet écart favorable de 30,3 M\$ s'explique principalement par :
  - la hausse de 28,5 M\$ du bénéfice d'exploitation ;
  - la baisse de 28,4 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels surtout attribuable aux investissements inférieurs du secteur Télécommunications dans son réseau 4G ;
  - l'écart favorable de 7,9 M\$ des investissements dans les actifs et passifs d'exploitation ;
  - la diminution de 6,7 M\$ de la portion monétaire de la charge d'intérêt.

Contrebalancés en partie par :

- l'augmentation de 28,6 M\$ de la portion monétaire de la charge de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux ;
- la hausse de 10,2 M\$ des impôts exigibles.

**Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies de Québec Média** de 257,8 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2012, contre 75,1 M\$ à la même période de 2011 (tableau 4).

- Cet écart favorable de 182,7 M\$ s'explique principalement par :
  - l'écart favorable de 144,9 M\$ des investissements dans les actifs et passifs d'exploitation expliqué surtout par les écarts favorables sur le plan des stocks et des impôts sur le bénéfice à payer ;
  - la hausse de 66,1 M\$ du bénéfice d'exploitation ;
  - la baisse de 28,1 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels surtout attribuable aux investissements inférieurs du secteur Télécommunications dans son réseau 4G.

Contrebalancés en partie par :

- l'écart défavorable de 41,1 M\$ des impôts exigibles ;
- l'augmentation de 15,0 M\$ de la portion monétaire de la charge de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux.

#### Tableau 4

#### Flux de trésorerie libres liés à l'exploitation des activités poursuivies de Québec Média

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	30 septembre		30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs :				
Télécommunications	126,0	\$ 64,1	\$ 354,4	\$ 226,1
Médias d'information	19,6	25,4	63,0	88,0
Télédiffusion	0,3	(5,5)	0,8	4,0
Loisir et divertissement	6,6	7,9	1,2	11,2
Technologies et communications interactives	(0,4)	2,7	3,4	1,7
Siège social et autres	0,5	(0,1)	3,6	2,6
	152,6	94,5	426,4	333,6
Portion monétaire de la charge d'intérêt <sup>1</sup>	(71,9)	(78,6)	(223,8)	(226,3)
Portion monétaire de la charge de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux	(31,8)	(3,2)	(33,1)	(18,1)
Impôts exigibles	(10,4)	(0,2)	(36,2)	4,9
Autres	(0,7)	2,9	0,1	1,5
Variation nette des actifs et passifs d'exploitation	145,0	137,1	124,4	(20,5)
<b>Flux de trésorerie libres liés aux activités d'exploitation poursuivies</b>	<b>182,8</b>	<b>\$ 152,5</b>	<b>\$ 257,8</b>	<b>\$ 75,1</b>

<sup>1</sup> Intérêts sur la dette à long terme, effet de change sur les éléments d'exploitation et autres frais d'intérêt

**Tableau 5****Rapprochement des flux de trésorerie d'exploitation des secteurs de Québec Média avec le bénéfice d'exploitation de cette filiale**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	30 septembre		30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Bénéfice d'exploitation	350,6	\$ 322,1	\$ 1 030,7	\$ 964,6
Acquisitions d'immobilisations	(185,7)	(207,1)	(551,5)	(573,8)
Acquisitions d'actifs incorporels	(16,0)	(23,0)	(58,9)	(64,7)
Produit d'aliénation d'éléments d'actif	3,7	2,5	6,1	7,5
<b>Flux de trésorerie d'exploitation des secteurs</b>	<b>152,6</b>	<b>\$ 94,5</b>	<b>\$ 426,4</b>	<b>\$ 333,6</b>

## ANALYSE PAR SECTEURS D'ACTIVITÉ

### Télécommunications

#### Résultats d'exploitation du troisième trimestre 2012

Revenus de 659,2 M\$, soit une progression de 47,6 M\$ (7,8 %).

- Revenus totaux des services de télédistribution de 269,1 M\$, soit une progression de 16,3 M\$ (6,4 %) principalement due à la croissance de la clientèle et à l'augmentation des revenus par client, générée dans ce dernier cas par la hausse de certains tarifs, la location de terminaux numériques et l'adhésion à la diffusion en haute définition.
- Revenus des services d'accès Internet de 194,1 M\$, en hausse de 18,5 M\$ (10,5 %). Cet écart favorable s'explique surtout par l'augmentation de la clientèle et la hausse de certains tarifs.
- Revenus du service de téléphonie par câble de 113,8 M\$, soit une hausse de 4,1 M\$ (3,7 %) provenant surtout de la progression de la clientèle et du nombre de lignes par client.
- Revenus du service de téléphonie mobile de 45,1 M\$, une progression de 13,3 M\$ (41,8 %) due pour l'essentiel à la croissance de la clientèle.
- Revenus de Vidéotron Service Affaires de 16,2 M\$, en hausse de 0,9 M\$ (5,9 %).
- Revenus d'équipements vendus aux clients de 9,2 M\$, en baisse de 4,7 M\$ (-33,8 %). Cette diminution s'explique surtout par les stratégies promotionnelles axées sur la location d'équipements de télédistribution.
- Revenus de Le SuperClub Vidéotron Itée (« Le SuperClub Vidéotron ») de 4,6 M\$, soit une baisse de 0,6 M\$ (-11,5 %) surtout attribuable à la fermeture de magasins.
- Revenus autres de 7,1 M\$, en baisse de 0,2 M\$ (-2,7 %).

RMPS de Vidéotron de 112,32 \$ au troisième trimestre 2012, contre 104,33 \$ à la même période de 2011, soit une croissance de 7,99 \$ (7,7 %).

#### Statistiques de clientèles

*Unités de service* – Au 30 septembre 2012, le nombre total d'unités de service s'établissait à 4 857 900, soit une hausse de 101 100 unités (2,1 %) par rapport à la fin du trimestre précédent, contre une augmentation de 169 900 unités au troisième trimestre 2011 (tableau 6). Il est à noter que le contexte du troisième trimestre 2011 avait été marqué par l'introduction d'une nouvelle approche de commercialisation et la fin de l'utilisation des ondes hertziennes pour la diffusion des signaux télévisuels analogiques. Le nombre total d'unités de service a augmenté de 264 600 (5,8 %) pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2012. Les unités de service représentent l'addition des clients des services de télédistribution, d'accès Internet par câble et sans fil, et de téléphonie par câble, à laquelle est ajouté le nombre de lignes en téléphonie mobile.

*Télédistribution* – La clientèle de l'ensemble des services de télédistribution a augmenté de 15 000 (0,8 %) au troisième trimestre 2012, contre une augmentation de 43 500 clients au même trimestre de 2011, et a augmenté de 8 700 clients (0,5 %) pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2012 (tableau 6). À la fin du troisième trimestre 2012, les services de télédistribution de Vidéotron desservaient 1 852 900 clients, soit un taux de pénétration des résidences câblées de 68,9 %, en regard de 69,7 % un an plus tôt (ce taux correspond au nombre de clients du service par rapport au nombre total de résidences desservies par le réseau de câblodistribution, soit 2 690 600 résidences à la fin de septembre 2012, contre 2 647 700 résidences un an plus tôt).

- Au 30 septembre 2012, le service illico télé numérique desservait 1 457 800 clients. Ce service a recruté 32 800 clients au troisième trimestre 2012, en hausse de 2,3 %, contre une progression de 77 700 clients au troisième trimestre 2011. Sur une période de 12 mois, le service illico télé numérique a recruté 109 700 clients (8,1 %). Au 30 septembre 2012, le taux de pénétration des résidences câblées par le service illico télé numérique s'élevait à 54,2 %, contre 50,9 % un an plus tôt.
- La migration du service de télédistribution analogique vers le numérique explique en partie la baisse de 17 800 clients (-4,3 %) au service de télédistribution analogique au troisième trimestre 2012, contre une baisse de 34 200 clients au troisième trimestre 2011. Sur une période de 12 mois, le service de télédistribution analogique accuse un recul de 101 000 clients (-20,4 %).

*Accès Internet par câble* – Le nombre de clients au service d'accès Internet par câble se chiffrait à 1 369 600 au 30 septembre 2012, en hausse de 28 500 clients (2,1 %) au troisième trimestre 2012, contre une hausse de 39 900 clients au

troisième trimestre 2011. Pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2012, le service d'accès Internet par câble a recruté 63 200 clients (4,8 %) (tableau 6). Au 30 septembre 2012, les services d'accès Internet par câble affichaient un taux de pénétration des résidences câblées de 50,9 %, en regard de 49,3 % un an plus tôt.

*Téléphonie par câble* – Au 30 septembre 2012, ce service comptait 1 249 700 clients, en hausse de 26 300 (2,1 %) au troisième trimestre 2012, contre une progression de 37 800 clients au troisième trimestre 2011. Ce service a recruté 70 300 clients (6,0 %) sur une période de 12 mois (tableau 6). Au 30 septembre 2012, le service de téléphonie par câble affichait un taux de pénétration des résidences câblées de 46,4 %, contre 44,5 % un an plus tôt.

*Téléphonie mobile* – Au 30 septembre 2012, le nombre de lignes à la téléphonie mobile s'établissait à 378 300, soit une augmentation de 30 700 lignes (8,8 %) par rapport à la fin du trimestre précédent, contre une hausse de 47 500 lignes au troisième trimestre 2011. Le nombre de lignes à ce service a augmenté de 120 200 (46,6 %) pour la période de 12 mois terminée le 30 septembre 2012.

**Tableau 6**

**Statistiques de la clientèle du secteur Télécommunications à la fin de chaque trimestre depuis les huit derniers trimestres**  
(en milliers de clients)

	Sept. 2012	Jun 2012	Mars 2012	Déc. 2011	Sept. 2011	Jun 2011	Mars 2011	Déc. 2010
Télédistribution :								
Analogique	395,1	412,9	436,5	460,7	496,1	530,3	564,9	592,0
Numérique	1 457,8	1 425,0	1 417,5	1 400,8	1 348,1	1 270,4	1 243,7	1 219,6
	<b>1 852,9</b>	1 837,9	1 854,0	1 861,5	1 844,2	1 800,7	1 808,6	1 811,6
Internet par câble	1 369,6	1 341,1	1 340,5	1 332,5	1 306,4	1 266,5	1 263,6	1 252,1
Téléphonie par câble	1 249,7	1 223,4	1 212,5	1 205,3	1 179,4	1 141,6	1 129,8	1 114,3
Téléphonie mobile <sup>1</sup>	378,3	347,6	312,8	290,6	258,1	210,6	164,7	136,1
Internet sans fil <sup>2</sup>	7,4	6,8	5,9	5,6	5,2	4,0	3,6	2,3
<b>Total (unités de service)</b>	<b>4 857,9</b>	4 756,8	4 725,7	4 695,5	4 593,3	4 423,4	4 370,3	4 316,4

<sup>1</sup> En milliers de lignes

<sup>2</sup> La clientèle du service Internet sans fil a été ajoutée aux unités de service en raison de sa croissance récente.

**Bénéfice d'exploitation** de 309,9 M\$, en hausse de 34,5 M\$ (12,5 %).

- La hausse du bénéfice d'exploitation s'explique surtout par :
  - l'impact de la hausse des revenus.
 Contrebalancé en partie par :
  - la hausse de certains frais d'exploitation, dont les dépenses de marketing et les coûts inhérents au service à la clientèle pour répondre à la hausse du nombre de clients.

**Analyse de la relation coûts/revenus** : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télécommunications (exprimés en pourcentage des revenus) de 53,0 % au troisième trimestre 2012, contre 55,0 % à la même période de 2011.

- Cette diminution est surtout attribuable à l'impact de la croissance des revenus (en considérant la composante fixe des frais d'exploitation qui ne fluctue pas en pourcentage des revenus), contrebalancé en partie par la hausse de certains frais d'exploitation.

### **Résultats d'exploitation des neuf premiers mois de 2012**

**Revenus** de 1,96 G\$, soit une hausse de 160,9 M\$ (9,0 %) essentiellement en raison des mêmes facteurs mentionnés dans l'analyse des résultats du troisième trimestre 2012.

- Revenus totaux des services de télédistribution de 805,0 M\$, soit une hausse de 54,1 M\$ (7,2 %).
- Revenus des services d'accès Internet de 576,9 M\$, en hausse de 61,9 M\$ (12,0 %).
- Revenus du service de téléphonie par câble de 338,6 M\$, soit une hausse de 13,4 M\$ (4,1 %).

- Revenus du service de téléphonie mobile de 123,5 M\$, en hausse de 45,0 M\$ (57,3 %).
- Revenus de Vidéotron Service Affaires de 48,8 M\$, en hausse de 2,3 M\$ (4,9 %).
- Revenus d'équipements vendus aux clients de 28,4 M\$, en baisse de 13,8 M\$ (-32,7 %).
- Revenus de Le SuperClub Vidéotron de 14,1 M\$, en baisse de 1,4 M\$ (-9,0 %).
- Revenus autres de 21,8 M\$, en baisse de 0,4 M\$ (-1,8 %).

**RMPA** de Vidéotron de 110,76 \$ pour les neuf premiers mois de 2012, contre 102,32 \$ à la même période de 2011, en hausse de 8,44 \$ (8,2 %).

### **Statistiques de clientèle**

*Unités de service* – Hausse de 162 400 unités de service (3,5 %) au cours des neuf premiers mois de 2012, contre une augmentation de 276 900 unités de service à la même période de 2011.

*Télédistribution* – La clientèle de l'ensemble des services de télédistribution a diminué de 8 600 (-0,5 %) au cours des neuf premiers mois de 2012, contre une augmentation de 32 600 clients à la même période de 2011.

- Hausse de 57 000 clients (4,1 %) au service illico télé numérique pour les neuf premiers mois de 2012, contre une augmentation de 128 500 clients à la même période de 2011.
- Le service de télédistribution analogique a perdu 65 600 clients (-14,2 %), contre une perte de 95 900 clients dans les neuf premiers mois de 2011.

*Accès Internet par câble* – Un total de 37 100 nouveaux clients, soit une hausse de 2,8 %, ont été recrutés au service d'accès Internet par câble, contre 54 300 clients à la période correspondante de 2011.

*Téléphonie par câble* – Augmentation de 44 400 clients (3,7 %) au cours des neuf premiers mois de 2012, contre une progression de 65 100 clients à la même période de 2011.

*Téléphonie mobile* – Augmentation de 87 700 lignes, soit une hausse de 30,2 %, au cours des neuf premiers mois de 2012, contre une augmentation de 122 000 lignes à la même période de 2011.

**Bénéfice d'exploitation** de 914,6 M\$, en hausse de 110,5 M\$ (13,7 %).

- La hausse du bénéfice d'exploitation s'explique surtout par :
  - l'impact de la hausse des revenus.
 Contrebalancé en partie par :
  - la hausse de certains frais d'exploitation liés principalement au maintien du réseau 4G, aux charges inhérentes au service à la clientèle et aux dépenses de marketing ;
  - la hausse de 6,2 M\$ de la charge de rémunération à base d'actions.

**Analyse de la relation coûts/revenus** : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télécommunications (exprimés en pourcentage des revenus) de 53,3 % pour les neuf premiers mois de 2012, contre 55,2 % à la même période de 2011. Les coûts d'exploitation en proportion des revenus ont enregistré une diminution pour les mêmes raisons que celles évoquées ci-dessus dans l'analyse des résultats d'exploitation du troisième trimestre 2012.

### **Flux de trésorerie d'exploitation**

**Flux de trésorerie d'exploitation du secteur** de 126,0 M\$ au troisième trimestre 2012, contre 64,1 M\$ à la même période de 2011 (tableau 7).

- Cette augmentation de 61,9 M\$ s'explique par la hausse de 34,5 M\$ du bénéfice d'exploitation et par la diminution de 19,7 M\$ des acquisitions d'immobilisations, surtout attribuable à des investissements inférieurs dans le réseau 4G et dans la modernisation du réseau, ainsi que par la diminution de 5,8 M\$ des acquisitions d'actifs incorporels.

**Flux de trésorerie d'exploitation du secteur** de 354,4 M\$ pour les neuf premiers mois de 2012, contre 226,1 M\$ à la même période de 2011 (tableau 7).

- Cette augmentation de 128,3 M\$ s'explique surtout par la hausse de 110,5 M\$ du bénéfice d'exploitation et par la diminution de 12,3 M\$ des acquisitions d'immobilisations.

#### **Tableau 7 : Télécommunications**

##### **Flux de trésorerie d'exploitation**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	30 septembre		30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Bénéfice d'exploitation	309,9	\$ 275,4	\$ 914,6	\$ 804,1
Acquisitions d'immobilisations	(174,5)	(194,2)	(519,5)	(531,8)
Acquisitions d'actifs incorporels	(11,9)	(17,7)	(45,6)	(49,4)
Produit d'aliénation d'éléments d'actif	2,5	0,6	4,9	3,2
<b>Flux de trésorerie d'exploitation du secteur</b>	<b>126,0</b>	<b>\$ 64,1</b>	<b>\$ 354,4</b>	<b>\$ 226,1</b>

#### **Médias d'information**

##### **Résultats d'exploitation du troisième trimestre 2012**

**Revenus** de 227,6 M\$, en baisse de 7,6 M\$ (-3,2 %).

- Revenus publicitaires en baisse de 6,9 % ; revenus de tirage en baisse de 1,1 % ; revenus combinés d'imprimerie commerciale et autres revenus en hausse de 13,2 % due à l'augmentation du volume de distribution auprès de nouveaux clients ; revenus numériques en hausse de 10,6 %.
- Les revenus des quotidiens urbains ont diminué de 3,3 %, tandis que ceux des journaux régionaux ont diminué de 5,9 %.
- Les revenus des portails ont diminué de 13,0 %, ce qui s'explique par une baisse des revenus publicitaires des portails spécialisés.

**Bénéfice d'exploitation** de 23,5 M\$, en baisse de 5,6 M\$ (-19,2 %).

- Cette diminution est principalement attribuable à :
  - l'impact de la baisse des revenus ;
  - l'impact défavorable dans l'analyse du troisième trimestre 2012 de l'inscription au troisième trimestre 2011 des gains non récurrents sur rationalisation des avantages postérieurs à la retraite au montant de 5,8 M\$ ;
  - l'écart défavorable lié aux investissements dans Réseau Québecor Média inc. (« Réseau Québecor Média »).

Contrebalancés en partie par :

- l'incidence favorable de 5,1 M\$ liée aux mesures de restructuration annoncées en novembre 2011 et aux autres réductions de frais d'exploitation.

**Analyse de la relation coûts/revenus** : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Médias d'information (exprimés en pourcentage des revenus) de 89,7 % au troisième trimestre 2012, contre 87,6 % à la même période de 2011. Cette hausse s'explique par l'impact défavorable lié aux investissements dans Réseau Québecor Média, par la composante fixe des frais d'exploitation qui ne fluctue pas en proportion de la baisse des revenus, ainsi que par l'impact défavorable au troisième trimestre 2012 de l'inscription au troisième trimestre 2011 des gains sur rationalisation des avantages postérieurs à la retraite, contrebalancés en partie par l'incidence favorable au troisième trimestre 2012 de la réduction des frais d'exploitation.

## **Résultats d'exploitation des neuf premiers mois de 2012**

**Revenus** de 715,5 M\$, en baisse de 27,3 M\$ (-3,7 %).

- Revenus publicitaires en baisse de 6,3 % ; revenus de tirage en baisse de 2,0 % ; revenus numériques en baisse de 0,4 % ; revenus combinés d'imprimerie commerciale et autres revenus en hausse de 11,1 % due principalement au volume additionnel de distribution de circulaires.
- Les revenus des quotidiens urbains ont diminué de 4,3 %, tandis que ceux des journaux régionaux ont diminué de 5,2 %.
- Les revenus des portails ont diminué de 20,8 %, ce qui s'explique entre autres par le transfert à la filiale Nurun inc. des activités intersociétés de création de site Web et par la baisse des revenus publicitaires. La baisse des revenus non liés à la création de site Web s'est établie à 15,7 %.

**Bénéfice d'exploitation** de 76,5 M\$, en baisse de 26,6 M\$ (-25,8 %).

- Cette diminution est principalement attribuable à :
  - l'impact de la baisse des revenus ;
  - l'écart défavorable lié aux investissements dans Réseau Québecor Média ;
  - l'écart défavorable de 6,1 M\$ sur le plan des crédits d'impôts multimédias sur la main-d'œuvre ;
  - l'impact défavorable au troisième trimestre 2012 de l'inscription au troisième trimestre 2011 des gains non récurrents sur rationalisation des avantages postérieurs à la retraite pour un montant de 5,8 M\$ ;
  - la hausse de 3,2 M\$ de la charge de rémunération à base d'actions.

Contrebalancés en partie par :

- l'incidence favorable de 14,4 M\$ liée aux mesures de restructuration annoncées en novembre 2011 et aux autres réductions de frais d'exploitation.

**Analyse de la relation coûts/revenus** : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Médias d'information (exprimés en pourcentage des revenus) de 89,3 % pour les neuf premiers mois de 2012, contre 86,1 % à la même période de 2011. Cette hausse s'explique surtout par les mêmes écarts que ceux évoqués ci-dessus dans l'analyse des résultats d'exploitation du troisième trimestre 2012.

## **Flux de trésorerie d'exploitation**

**Flux de trésorerie d'exploitation du secteur** de 19,6 M\$ au troisième trimestre 2012, contre 25,4 M\$ au même trimestre de 2011 (tableau 8).

- Cette baisse de 5,8 M\$ s'explique surtout par le recul de 5,6 M\$ du bénéfice d'exploitation.

**Flux de trésorerie d'exploitation du secteur** de 63,0 M\$ pour les neuf premiers mois de 2012, contre 88,0 M\$ à la même période de 2011 (tableau 8).

- Ce recul de 25,0 M\$ s'explique principalement par la diminution de 26,6 M\$ du bénéfice d'exploitation et par un écart défavorable de 3,1 M\$ au chapitre du produit d'aliénation d'éléments d'actif, contrebalancés en partie par la diminution de 5,8 M\$ des acquisitions d'immobilisations.

**Tableau 8 : Médias d'information**  
**Flux de trésorerie d'exploitation**  
(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	30 septembre		30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Bénéfice d'exploitation	23,5	\$ 29,1	\$ 76,5	\$ 103,1
Acquisitions d'immobilisations	(2,0)	(2,9)	(5,5)	(11,3)
Acquisitions d'actifs incorporels	(3,1)	(2,7)	(9,2)	(8,1)
Produit d'aliénation d'éléments d'actif	1,2	1,9	1,2	4,3
<b>Flux de trésorerie d'exploitation du secteur</b>	<b>19,6</b>	<b>\$ 25,4</b>	<b>\$ 63,0</b>	<b>\$ 88,0</b>

## Télédiffusion

### Résultats d'exploitation du troisième trimestre 2012

**Revenus** de 99,0 M\$, en hausse de 9,7 M\$ (10,9 %).

- Les revenus des activités de télévision ont augmenté de 11,0 M\$, ce qui s'explique surtout par :
  - l'augmentation des revenus publicitaires et d'abonnement des services spécialisés, dont l'impact des chaînes TVA Sports, SUN News, LCN et Mlle ;
  - l'augmentation des revenus publicitaires, de production et de vidéo sur demande du Réseau TVA.
- Les revenus totaux d'édition ont diminué de 0,8 M\$, surtout en raison d'une baisse des revenus en kiosque et des revenus publicitaires.

**Bénéfice d'exploitation** de 7,0 M\$, contre 3,0 M\$ au troisième trimestre 2011, soit une augmentation de 4,0 M\$ (133,3 %).

- Bénéfice d'exploitation des activités de télévision en hausse 5,0 M\$, qui s'explique surtout par :
    - l'impact de la hausse des revenus du Réseau TVA ;
    - une baisse de la perte d'exploitation de SUN News.
- Contrebalancés en partie par :
- la perte d'exploitation de TVA Sports.
- Les activités d'édition ont dégagé un bénéfice d'exploitation en baisse de 0,9 M\$, qui s'explique surtout par l'impact de la diminution des revenus.

**Analyse de la relation coûts/revenus** : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télédiffusion (exprimés en pourcentage des revenus) de 92,9 % au troisième trimestre 2012, contre 96,6 % à la même période de 2011. Cette baisse des coûts en proportion des revenus est surtout attribuable à l'augmentation des revenus du Réseau TVA, en considérant la composante fixe des frais d'exploitation qui ne fluctue pas en pourcentage des revenus.

### Résultats d'exploitation des neuf premiers mois de 2012

**Revenus** de 332,2 M\$, en hausse de 18,3 M\$ (5,8 %).

- Les revenus des activités de télévision ont augmenté de 21,0 M\$, ce qui s'explique surtout par :
  - l'augmentation des revenus publicitaires et d'abonnement des services spécialisés, dont l'impact des chaînes TVA Sports, LCN, Mlle et SUN News ;
  - l'augmentation des revenus publicitaires du Réseau TVA.

- Les revenus totaux des activités d'édition ont diminué de 2,4 M\$, en raison des facteurs déjà mentionnés dans l'analyse des résultats du troisième trimestre 2012.

**Bénéfice d'exploitation** de 20,9 M\$, en baisse de 9,0 M\$ (-30,1 %).

- Bénéfice d'exploitation des activités de télévision en baisse de 3,8 M\$, qui s'explique surtout par :
  - la perte d'exploitation de TVA Sports ;
  - la hausse de 1,3 M\$ de la charge de rémunération à base d'actions.

Contrebalancées en partie par :

- l'impact de la croissance des revenus publicitaires et d'abonnement aux services spécialisés et des revenus publicitaires du Réseau TVA.
- Les activités d'édition ont dégagé un bénéfice d'exploitation en baisse de 5,1 M\$, qui s'explique surtout par :
  - l'impact de l'enregistrement d'une charge de 3,1 M\$ dû à l'adoption des nouveaux tarifs de 2010, de 2011 et de 2012 relatifs à la contribution des entreprises aux coûts qui découleraient des services de récupération des matières résiduelles fournis par les municipalités au Québec, dont 2,3 M\$ sont attribuables aux années 2010 et 2011 ;
  - l'impact de la baisse des revenus.

**Analyse de la relation coûts/revenus** : coûts d'exploitation pour l'ensemble des activités du secteur Télédiffusion (exprimés en pourcentage des revenus) de 93,7 % pour les neuf premiers mois de 2012, contre 90,5 % à la même période de 2011. Cette augmentation des coûts en proportion des revenus est surtout attribuable à la perte d'exploitation de TVA Sports, à l'augmentation des frais d'exploitation de certains autres services spécialisés, ainsi qu'à l'enregistrement des coûts liés aux services de récupération des matières résiduelles.

### **Flux de trésorerie d'exploitation**

**Flux de trésorerie d'exploitation du secteur** de 0,3 M\$ au troisième trimestre 2012, contre des flux négatifs de 5,5 M\$ pour la même période de 2011 (tableau 9). Cet écart favorable de 5,8 M\$ s'explique par l'augmentation de 4,0 M\$ du bénéfice d'exploitation et par une diminution de 1,8 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels.

**Flux de trésorerie d'exploitation du secteur** de 0,8 M\$ pour les neuf premiers mois de 2012, contre 4,0 M\$ à la même période de 2011 (tableau 9). Ce recul de 3,2 M\$ est attribuable à la diminution de 9,0 M\$ du bénéfice d'exploitation, contrebalancée partiellement par la baisse de 5,8 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels.

#### **Tableau 9 : Télédiffusion**

##### **Flux de trésorerie d'exploitation**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Bénéfice d'exploitation	7,0	\$ 3,0	\$ 20,9	\$ 29,9
Acquisitions d'immobilisations	(5,8)	(7,1)	(17,9)	(22,5)
Acquisitions d'actifs incorporels	(0,9)	(1,4)	(2,2)	(3,4)
<b>Flux de trésorerie d'exploitation du secteur</b>	<b>0,3</b>	<b>\$ (5,5)</b>	<b>\$ 0,8</b>	<b>\$ 4,0</b>

### Résultats d'exploitation du troisième trimestre 2012

**Revenus** de 73,0 M\$, en baisse de 0,8 M\$ (-1,1 %) par rapport au troisième trimestre 2011.

- Recul de 2,4 % des revenus du secteur Livres, qui s'explique principalement par la réduction des ventes de manuels en édition scolaire, due à la fin du processus de la réforme scolaire au Québec.
- Baisse de 0,6 % des revenus de Groupe Archambault inc. (« Groupe Archambault »).

**Bénéfice d'exploitation** de 8,9 M\$, en baisse de 2,6 M\$ (-22,6 %) par rapport au troisième trimestre 2011, qui s'explique surtout par l'impact de la diminution des revenus et par la hausse de certains frais d'exploitation.

### Résultats d'exploitation des neuf premiers mois de 2012

**Revenus** de 203,0 M\$, en baisse de 3,7 M\$ (-1,8 %).

- Hausse de 3,0 % des revenus de Groupe Archambault qui s'explique surtout par :
  - une augmentation de 15,3 % des revenus de distribution, surtout attribuable aux activités intersociétés de distribution de DVD et de Blu-ray ;
  - une croissance de 13,7 % des revenus de production attribuable à la production de spectacles, dont les représentations additionnelles pour *Le retour de nos idoles*.

Contrebalancées en partie par :

- une diminution de 3,2 % des revenus de ventes au détail.
- Baisse de 10,1 % des revenus du secteur Livres qui s'explique principalement par la réduction des ventes de manuels en édition scolaire, due à la fin du processus de la réforme scolaire au Québec.

**Bénéfice d'exploitation** de 8,1 M\$ pour les neuf premiers mois de 2012, en baisse de 10,9 M\$ (-57,4 %) par rapport à la même période de 2011. Cet écart défavorable s'explique par les mêmes raisons déjà mentionnées dans l'analyse des résultats du troisième trimestre 2012.

### Flux de trésorerie d'exploitation

**Flux de trésorerie d'exploitation du secteur** de 6,6 M\$ au troisième trimestre 2012, contre 7,9 M\$ à la même période de 2011 (tableau 10).

- Cette baisse de 1,3 M\$ s'explique par la diminution de 2,6 M\$ du bénéfice d'exploitation, partiellement contrebalancée par la baisse de 1,3 M\$ des acquisitions d'immobilisations et d'actifs incorporels.

**Flux de trésorerie d'exploitation du secteur** de 1,2 M\$ pour les neuf premiers mois de 2012, contre 11,2 M\$ à la même période de 2011 (tableau 10).

- Cette diminution de 10,0 M\$ est surtout attribuable à la baisse de 10,9 M\$ du bénéfice d'exploitation.

## Tableau 10 : Loisir et divertissement

### Flux de trésorerie d'exploitation

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	30 septembre		30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Bénéfice d'exploitation	8,9	\$ 11,5	\$ 8,1	\$ 19,0
Acquisitions d'immobilisations	(1,8)	(2,4)	(3,6)	(4,0)
Acquisitions d'actifs incorporels	(0,5)	(1,2)	(3,3)	(3,8)
<b>Flux de trésorerie d'exploitation du secteur</b>	<b>6,6</b>	<b>\$ 7,9</b>	<b>\$ 1,2</b>	<b>\$ 11,2</b>

## Technologies et communications interactives

### Résultats d'exploitation du troisième trimestre 2012

Revenus de 33,7 M\$, en hausse de 3,8 M\$ (12,7 %).

- Cette augmentation s'explique surtout par :
  - une progression des activités auprès de clients en Amérique du Nord générées, entre autres, par l'obtention de nouveaux contrats ;
  - la hausse des activités auprès de clients gouvernementaux ;
  - l'impact de l'acquisition d'une agence de publicité interactive au troisième trimestre 2011.

Contrebalancés par :

- une diminution des activités en Europe.

**Bénéfice d'exploitation** de 0,4 M\$, contre 3,2 M\$ au troisième trimestre 2011. Cet écart défavorable de 2,8 M\$ s'explique principalement par une hausse des coûts de main-d'œuvre dû à un ajustement cumulatif de la charge liée aux programmes de rétention du personnel stratégique, contrebalancée en partie par l'impact de la hausse des revenus.

### Résultats d'exploitation des neuf premiers mois de 2012

Revenus de 109,7 M\$, soit une hausse de 24,8 M\$ (29,2 %) qui s'explique essentiellement par les mêmes sources de croissance mentionnées dans l'analyse des résultats du troisième trimestre 2012, le transfert d'activités technologiques intersociétés auparavant dans le secteur Médias d'information, et une hausse des activités en Europe pour la période des neuf premiers mois de 2012.

**Bénéfice d'exploitation** de 6,4 M\$, en hausse de 1,0 M\$ (18,5 %). Cet écart favorable s'explique surtout par l'impact de la hausse des revenus, contrebalancé en partie par une hausse des coûts de main-d'œuvre liée aux programmes de rétention du personnel stratégique.

### Flux de trésorerie d'exploitation

**Flux de trésorerie d'exploitation du secteur** négatifs de 0,4 M\$ au troisième trimestre 2012, contre des flux positifs de 2,7 M\$ à la même période de 2011 (tableau 11).

- Cet écart défavorable de 3,1 M\$ est principalement attribuable à la diminution de 2,8 M\$ du bénéfice d'exploitation.

**Flux de trésorerie d'exploitation du secteur** de 3,4 M\$ pour les neuf premiers mois de 2012, contre 1,7 M\$ à la même période de 2011 (tableau 11).

- Cette hausse de 1,7 M\$ s'explique par l'augmentation de 1,0 M\$ du bénéfice d'exploitation et par la diminution de 0,7 M\$ des acquisitions d'immobilisations.

**Tableau 11 : Technologies et communications interactives****Flux de trésorerie d'exploitation**

(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les		Neuf mois terminés les	
	30 septembre		30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
Bénéfice d'exploitation	<b>0,4</b>	\$ 3,2	<b>6,4</b>	\$ 5,4
Acquisitions d'immobilisations	<b>(0,8)</b>	(0,5)	<b>(3,0)</b>	(3,7)
<b>Flux de trésorerie d'exploitation du secteur</b>	<b>(0,4)</b>	\$ 2,7	<b>3,4</b>	\$ 1,7

## FLUX DE TRÉSORERIE ET SITUATION FINANCIÈRE

### Exploitation

*Troisième trimestre 2012*

**Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation** de 378,6 M\$ au troisième trimestre 2012, contre 380,2 M\$ à la même période de 2011.

- Les écarts favorables se résument comme suit :
  - la hausse de 33,1 M\$ du bénéfice d'exploitation ;
  - la diminution de 6,8 M\$ de la portion monétaire de la charge d'intérêt.
- Les écarts défavorables se résument comme suit :
  - l'augmentation de 28,6 M\$ de la portion monétaire de la charge de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux ;
  - la hausse de 10,2 M\$ des impôts exigibles.

*Neuf premiers mois de 2012*

**Flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation** de 844,0 M\$ pour les neuf premiers mois de 2012, contre 692,4 M\$ à la même période de 2011.

- Cet écart favorable de 151,6 M\$ s'explique principalement par :
    - l'écart favorable de 141,2 M\$ des investissements dans les actifs et passifs d'exploitation expliqué surtout par les écarts favorables sur le plan des stocks et des impôts sur le bénéfice à payer ;
    - la hausse de 60,3 M\$ du bénéfice d'exploitation.
- Contrebalancés en partie par :
- l'écart défavorable de 41,1 M\$ des impôts exigibles ;
  - l'augmentation de 15,0 M\$ de la portion monétaire de la charge de restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux.

**Fonds de roulement** négatif de 64,6 M\$ au 30 septembre 2012, contre un fonds de roulement négatif de 133,3 M\$ au 31 décembre 2011, reflétant surtout l'impact de l'augmentation des espèces et quasi-espèces, contrebalancé principalement par l'inscription à court terme des facilités de crédit de Québecor Média échéant en janvier 2013.

### Investissement

*Troisième trimestre 2012*

**Acquisitions d'immobilisations** de 185,8 M\$ au troisième trimestre 2012, contre 207,2 M\$ pour la même période de 2011. L'écart s'explique surtout par des investissements inférieurs du secteur Télécommunications dans le réseau 4G et dans la modernisation du réseau.

**Acquisitions d'actifs incorporels** de 16,0 M\$ au troisième trimestre 2012, contre 23,0 M\$ à la même période de 2011, reflétant une baisse principalement dans le secteur Télécommunications.

**Acquisition d'entreprises** de 5,6 M\$ au troisième trimestre 2011, surtout attribuable à l'impact de l'acquisition d'une agence de communication numérique aux États-Unis dans le secteur Technologies et communications interactives.

**Dispositions d'entreprises** de 0,8 M\$ au troisième trimestre 2012 dans le secteur Télédiffusion.

## Neuf premiers mois de 2012

**Acquisitions d'immobilisations** de 551,6 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2012, contre 574,1 M\$ à la même période de 2011. L'écart s'explique par les mêmes raisons que celles mentionnées ci-dessus dans l'analyse du troisième trimestre 2012.

**Acquisitions d'actifs incorporels** de 58,9 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2012, contre 64,7 M\$ à la même période de 2011.

**Acquisitions d'entreprises** de 0,8 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2012, contre 55,7 M\$ à la même période de 2011, soit une baisse de 54,9 M\$, qui s'explique principalement par l'impact de l'acquisition au cours des neuf premiers mois de 2011 de journaux régionaux dans le secteur Médias d'information et d'une agence de communication numérique aux États-Unis dans le secteur Technologies et communications interactives.

**Dispositions d'entreprises** de 18,7 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2012 dans le secteur Télédiffusion, correspondant à la vente des participations dans les chaînes spécialisées mysteryTV et The Cave.

## Financement

**Dette consolidée** (dette à long terme plus les emprunts bancaires) en baisse de 259,9 M\$ au cours des neuf premiers mois de 2012. Variation nette défavorable de 29,4 M\$ des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés.

- Au cours des neuf premiers mois de 2012, les diminutions de la dette se résument comme suit :
  - le remboursement par Vidéotron, en mars 2012, de la totalité des billets de premier rang d'un montant en capital de 395,0 M\$US portant intérêt à un taux de 6,875 % et échéant en janvier 2014 ;
  - le remboursement par Québecor Média, en mars et en avril 2012, d'un montant en capital total de 260,0 M\$US des billets de premier rang portant intérêt à un taux de 7,75 % et échéant en mars 2016 ;
  - la baisse de 239,3 M\$ de la dette due à la variation favorable de la juste valeur des dérivés incorporés, expliquée principalement par l'évolution des taux d'intérêt et des primes de crédit ;
  - l'incidence favorable du taux de change estimée à 94,3 M\$. La baisse liée à ce facteur est contrebalancée par une hausse du passif (ou une baisse de l'actif) liée aux ententes de swaps sur devises comptabilisés sous « Instruments financiers dérivés » ;
  - le remboursement, le 3 février 2012, du solde de 37,6 M\$ et l'annulation de la facilité de crédit à terme de Corporation Sun Media ;
  - les remboursements courants totalisant 40,8 M\$ sur les facilités de crédit bancaire et autres de Groupe TVA, Québecor Média et Vidéotron.
- Au cours de la même période, la dette a augmenté pour la raison suivante :
  - l'émission par Vidéotron, le 14 mars 2012, de billets de premier rang d'un montant en capital de 800,0 M\$US, pour un produit net de 787,6 M\$, déduction faite des frais de financement de 11,9 M\$. Ces billets portent intérêt à un taux de 5,0 % et viennent à échéance le 15 juillet 2022.
- Les actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés sont passés d'un passif net de 280,5 M\$ au 31 décembre 2011 à un passif net de 309,9 M\$ au 30 septembre 2012, soit une variation nette défavorable de 29,4 M\$, expliquée par :
  - l'écart défavorable du taux de change sur la valeur des instruments financiers dérivés.

Contrebalancé en partie par :

- le règlement de contrats de couverture par Québecor Média à la suite du remboursement de billets de premier rang portant intérêt à un taux de 7,75 % et échéant en 2016 ;
- l'incidence favorable de l'évolution des taux d'intérêt au Canada par rapport à l'évolution aux États-Unis.
- Le 25 janvier 2012, Québecor Média a amendé ses facilités de crédit bancaire afin de proroger l'échéance de sa facilité de crédit renouvelable de 100,0 M\$ de janvier 2013 à janvier 2016 et d'ajouter une nouvelle facilité de crédit renouvelable « C » de 200,0 M\$, venant également à échéance en janvier 2016.
- Le 24 février 2012, Groupe TVA a modifié ses facilités de crédit bancaire afin de proroger l'échéance de sa facilité de crédit renouvelable de 100,0 M\$ de décembre 2012 à février 2017.

- Le 4 juin 2012, Vidéotron a lancé une offre publique d'échange visant l'échange de la totalité de ses billets de premier rang en circulation portant intérêt à un taux de 5 % et échéant le 15 juillet 2022, contre des billets d'un capital équivalent inscrits en vertu de la loi intitulée *Securities Act of 1933*. L'échange de la quasi-totalité (99,9 %) des billets a été complété le 20 juillet 2012.
- Le 10 octobre 2012, la Société a amendé sa facilité de crédit bancaire renouvelable de 150,0 M\$ afin de proroger l'échéance de novembre 2014 à novembre 2015 et de modifier certaines conditions de la facilité.

#### **Rachat partiel de la participation de CDP Capital dans Québecor Média**

- La Société a augmenté sa participation dans Québecor Média à la suite de la clôture, le 11 octobre 2012, des transactions suivantes :
  - Québecor Média a racheté 20 351 307 de ses actions ordinaires détenues par CDP Capital, pour un prix d'achat global de 1,0 G\$, payable en espèces. Toutes les actions ainsi rachetées ont été annulées ;
  - Québecor a acheté 10 175 653 actions ordinaires de Québecor Média détenues par CDP Capital, en contrepartie de l'émission par Québecor à CDP Capital de débentures convertibles subordonnées d'un montant en capital global de 500,0 M\$ qui sont convertibles en actions catégorie B de Québecor (les « débentures convertibles »).

À la suite de la clôture de ces transactions, la participation de Québecor dans Québecor Média a augmenté de 54,7 % à 75,4 %, tandis que celle de CDP Capital a diminué de 45,3 % à 24,6 %. L'intention des parties derrière la conclusion de cette entente est de permettre à CDP Capital la monétisation immédiate d'une portion importante de sa participation dans Québecor Média, tout en respectant certains objectifs financiers fondamentaux pour Québecor et Québecor Média, dont le maintien d'un niveau adéquat de flexibilité opérationnelle et financière, et le maintien d'un niveau d'endettement favorisant le refinancement continu des échéances des différents instruments de dette. CDP Capital aura également la capacité de vendre ses actions restantes dans Québecor Média à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019, notamment au moyen d'un premier appel public à l'épargne et pourra ainsi compléter la monétisation de son placement dans Québecor Média.

- Pour réaliser le rachat de 20 351 307 actions ordinaires de son capital action, Québec Média a pu bénéficier de conditions avantageuses sur les marchés d'emprunt. Les opérations financières suivantes ont été réalisées par Québecor Média dans le cadre de cette importante transaction :
  - l'émission, le 11 octobre 2012, de billets de premier rang d'un montant en capital global de 850,0 M\$US, portant intérêt à un taux de 5,75 % et échéant en 2023, et de billets de premier rang d'un montant en capital global de 500,0 M\$, portant intérêt à un taux de 6,625 % et échéant en 2023, soit, dans ce dernier cas, l'une des plus importantes émissions sur le marché des titres obligataires à haut rendement jamais réalisée au Canada ;
  - Québecor Média a augmenté la taille de son placement en raison de la souscription excédentaire et des modalités de financement favorables, ce qui lui a permis de proroger les échéances de ses instruments de crédit par le remboursement d'un montant en capital total de 320,0 M\$US de ses billets de premier rang portant intérêt à un taux de 7,75 %, émis en 2007 et échéant en 2016. Cette transaction a entraîné une perte sur règlement de dettes d'environ 60,0 M\$ (avant les impôts sur le bénéfice), qui sera enregistrée aux résultats du quatrième trimestre 2012.
- Les débentures convertibles émises le 11 octobre 2012 par Québecor portent intérêt à un taux annuel de 4,125 % et viendront à échéance en 2018. Les principales conditions de ces débentures sont les suivantes :
  - Les intérêts sont payables chaque semestre en espèces, en actions catégorie B de Québecor ou au moyen du produit de la vente d'actions catégorie B de Québecor ;
  - À l'échéance, les débentures convertibles seront payables en espèces par Québecor selon le capital impayé, plus l'intérêt couru et impayé, sous réserve d'un rachat, d'une conversion, d'un achat ou d'un remboursement ;
  - Le jour précédant l'échéance (la « date de rachat »), Québecor peut racheter les débentures convertibles en circulation en émettant le nombre d'actions catégorie B de Québecor correspondant au résultat de la division du capital impayé par le cours alors en vigueur d'une action catégorie B de Québecor, sous réserve d'un prix plancher de 38,50 \$ par action (soit un nombre maximal de 12 987 013 actions catégorie B de Québecor correspondant à un ratio de 500,0 M\$ sur le prix plancher) et d'un prix plafond de 48,125 \$ par action (soit un nombre minimal de 10 389 610 actions catégorie B de Québecor correspondant à un ratio de 500,0 M\$ sur le prix plafond) ;
  - À tout moment avant la date de rachat, Québecor peut racheter ou convertir, en totalité ou en partie, les débentures convertibles en circulation, sous réserve des modalités de l'acte de fiducie ;
  - Les débentures convertibles seront convertibles, en tout temps avant la date d'échéance, en actions catégorie B de Québecor par le porteur conformément aux modalités de l'acte de fiducie ;

- Dans tous les cas, Québecor a l'option de payer un montant en espèces équivalent à la valeur marchande des actions qui auraient autrement été émises, soit le produit a) du nombre de ses actions catégorie B de Québecor et b) du cours alors en vigueur d'une action catégorie B de Québecor ;
- Une convention de droits d'inscription accordant des droits d'inscription sur demande et des droits d'inscription de suite à CDP Capital à l'égard des débetures convertibles et des actions catégorie B de Québecor sous-jacentes a également été conclue à la clôture.

### **Situation financière au 30 septembre 2012**

**Liquidités disponibles nettes** de 1,22 G\$ pour Québecor Média et ses filiales détenues à part entière, soit une encaisse de 344,4 M\$ et des lignes de crédit bancaire disponibles et inutilisées de 874,9 M\$.

**Liquidités disponibles nettes** de 70,6 M\$ pour Québecor au niveau corporatif, soit un découvert bancaire de 1,7 M\$ et des lignes de crédit bancaire disponibles et inutilisées de 72,3 M\$.

**Dettes consolidées** totalisant 3,55 G\$ au 30 septembre 2012, soit une baisse de 259,9 M\$. Variation nette défavorable de 29,4 M\$ des actifs et passifs liés aux instruments financiers dérivés (cf « Financement » ci-dessus).

- La dette consolidée comprenait essentiellement les dettes de 2,09 G\$ de Vidéotron (1,86 G\$ au 31 décembre 2011), de 74,6 M\$ de Groupe TVA (96,4 M\$ au 31 décembre 2011), de 1,26 G\$ de Québecor Média (1,71 G\$ au 31 décembre 2011) et de 114,2 M\$ de Québecor (105,2 M\$ au 31 décembre 2011). La dette de Corporation Sun Media a été remboursée en totalité au cours du premier trimestre 2012 (37,4 M\$ au 31 décembre 2011).

Au 30 septembre 2012, le capital minimal à rembourser sur la dette à long terme au cours des prochains exercices se chiffrait comme suit :

#### **Tableau 12**

**Capital minimal à rembourser sur la dette à long terme de Québecor  
(exclusion faite de l'impact de l'émission des billets de premier rang le 11 octobre 2012)  
Périodes de 12 mois terminées les 30 septembre  
(en millions de dollars canadiens)**

2013	176,2	\$
2014	22,9	
2015	175,0	
2016	1 110,9	
2017	42,1	
2018 et ultérieurement	2 418,1	
<b>Total</b>	<b>3 945,2</b>	<b>\$</b>

L'échéance moyenne pondérée de la dette consolidée de Québecor était d'environ 5,8 ans au 30 septembre 2012 (5,1 ans au 31 décembre 2011). La dette était constituée approximativement de 83,0 % de dettes à taux fixe (82,6 % au 31 décembre 2011) et de 17,0 % de dettes à taux variable (17,4 % au 31 décembre 2011).

La direction de la Société est d'avis que les flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation poursuivies et les sources de financement disponibles devraient être suffisants pour combler les engagements de fonds prévus en matière d'investissement en capital, de fonds de roulement, de paiement d'intérêts, de remboursement de dettes, de déboursés dans le cadre de la couverture des devises, de contributions conformément aux régimes de retraite, de rachat d'actions et de paiement de dividendes. La Société est d'avis qu'elle sera en mesure de faire face aux échéances futures de ses dettes, qui sont relativement échelonnées au cours des prochaines années.

La Société et ses filiales sont assujetties au maintien de certains ratios financiers et au respect de certaines clauses financières restrictives conformément à leurs ententes de financement respectives. Les indicateurs clés de ces ententes de financement comprennent, entre autres, le ratio de couverture du service de la dette et le ratio d'endettement (dette à long terme sur le bénéfice d'exploitation). Au 30 septembre 2012, la Société et ses filiales respectaient tous leurs ratios financiers et clauses financières restrictives de leurs conventions de financement.

## Dividendes déclarés

- Le 12 novembre 2012, le conseil d'administration de Québecor a déclaré un dividende trimestriel de 0,05 \$ par action sur les actions catégorie A à droits de vote multiples (les « actions catégorie A ») et sur les actions catégorie B. Ce dividende sera versé le 24 décembre 2012 aux actionnaires inscrits à la fermeture des bureaux le 29 novembre 2012.

## Analyse du bilan consolidé au 30 septembre 2012

**Tableau 13**

### **Bilan consolidé de Québecor**

#### **Analyse des principales variations entre les 30 septembre 2012 et 31 décembre 2011**

(en millions de dollars canadiens)

	<b>30 sept. 2012</b>	31 déc. 2011	Écart	Principales sources d'explication de l'écart
<b>Actif</b>				
Espèces et quasi-espèces	<b>354,6</b> \$	146,4 \$	208,2 \$	Flux de trésorerie d'exploitation en excédent des activités d'investissement et de financement
Débiteurs	<b>547,9</b>	603,7	(55,8)	Incidence de la variation courante des activités
Immobilisations	<b>3 352,8</b>	3 211,1	141,7	Acquisitions d'immobilisations (cf. « Investissements »), moins l'amortissement de la période
Écart d'acquisition	<b>3 370,0</b>	3 543,8	(173,8)	Radiation partielle de l'écart d'acquisition du secteur Médias d'information, du sous-secteur Musique dans Loisir et divertissement et du secteur de l'édition de Groupe TVA
<b>Passif</b>				
Créditeurs et charges à payer	<b>710,5</b>	776,5	(66,0)	Incidence de la variation courante des activités
Dette à long terme, y compris la portion à court terme et les emprunts bancaires	<b>3 547,1</b>	3 807,0	(259,9)	Cf. « Financement »
Instruments financiers dérivés <sup>1</sup>	<b>309,9</b>	280,5	29,4	Cf. « Financement »
Passifs d'impôts différés nets <sup>2</sup>	<b>642,0</b>	571,9	70,1	Utilisation d'avantages fiscaux et réclamation d'allocation du coût en capital en excédant de l'amortissement comptable

<sup>1</sup> Passif à court et long terme moins l'actif à long terme

<sup>2</sup> Passif à long terme moins l'actif à long terme

## INFORMATIONS ADDITIONNELLES

### Obligations contractuelles

Au 30 septembre 2012, les obligations contractuelles importantes des activités d'exploitation comprenaient les remboursements de capital et d'intérêts sur la dette à long terme, les paiements minimums exigibles relatifs aux contrats de location-exploitation, les engagements relatifs aux acquisitions d'immobilisations et autres engagements, et ceux relatifs aux instruments financiers dérivés, moins les encaissements prévus sur les instruments financiers dérivés. Ces obligations contractuelles sont résumées dans le tableau 14.

**Tableau 14**  
**Obligations contractuelles de Québecor au 30 septembre 2012**  
(en millions de dollars canadiens)

	Total	Moins d'un an	1-3 ans	3-5 ans	5 ans et plus
Dette à long terme <sup>1</sup>	3 945,2 \$	176,2 \$	197,9 \$	1 153,0 \$	2 418,1 \$
Paiement d'intérêts <sup>2</sup>	1 774,3	213,4	579,9	450,4	530,6
Contrats de location-exploitation	320,0	57,5	80,6	53,5	128,4
Acquisitions d'immobilisations et autres engagements	174,4	78,8	54,5	41,1	–
Instruments financiers dérivés <sup>3</sup>	351,7	27,7	120,5	91,9	111,6
<b>Total des obligations contractuelles</b>	<b>6 565,6 \$</b>	<b>553,6 \$</b>	<b>1 033,4 \$</b>	<b>1 789,9 \$</b>	<b>3 188,7 \$</b>

<sup>1</sup> La valeur comptable de la dette à long terme exclut les ajustements pour enregistrer les variations de la juste valeur de la dette à long terme liées aux risques de taux d'intérêt couverts, les dérivés incorporés et les frais de financement.

<sup>2</sup> Estimation des intérêts à payer sur la dette à long terme, selon les taux d'intérêt en vigueur et taux d'intérêt des couvertures, et les taux de change des couvertures sur devises au 30 septembre 2012.

<sup>3</sup> Estimation des déboursés futurs, déduction faite des encaissements futurs liés à la couverture des devises en utilisant des instruments financiers dérivés.

Le 30 octobre 2012, Québecor Média a signé une entente pour assurer l'installation, l'entretien et l'exploitation publicitaire des abribus du réseau d'autobus de la Société de transport de Montréal pour les 20 prochaines années. L'entente comprend, entre autres, l'engagement de Québecor Média à verser des redevances totales de 120,0 M\$ sur la période de 20 ans. Cet engagement financier pourrait augmenter en fonction des revenus futurs de publicité générés par l'entente.

### Instruments financiers

Québecor et ses filiales disposent de nombreux instruments financiers, notamment des espèces et des quasi-espèces, des comptes clients, des placements à long terme, des dettes bancaires, des comptes fournisseurs, des charges à payer, des dettes à long terme et des instruments financiers dérivés.

Au 30 septembre 2012, Québecor Média se servait d'instruments financiers dérivés pour réduire les risques auxquels l'exposent les taux de change et d'intérêt. Elle a conclu des contrats de change à terme et des ententes de swaps sur devises et de taux d'intérêt pour couvrir le risque de change de la totalité de sa dette à long terme libellée en dollars U.S. En outre, Québecor Média utilise des conventions d'échange de taux d'intérêt pour gérer son risque lié aux variations des taux d'intérêt sur sa dette à long terme.

De plus, Québecor Média a conclu des contrats de change à terme pour couvrir, entre autres, le risque de change sur le règlement futur des contrats de couverture, ses achats planifiés en dollars U.S. de décodeurs numériques, de modems, d'appareils mobiles et d'autres équipements, dont ceux pour le réseau 4G du secteur Télécommunications. Elle a aussi conclu des contrats de change à terme pour couvrir des paiements contractuels futurs en euros.

Québecor Média ne détient pas et n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins spéculatives.

Certaines ententes de swaps sur devises conclues par Québecor Média comprennent une option qui permet à chaque partie de clore la transaction à une date spécifique, à la valeur de règlement ayant cours à ce moment.

La juste valeur de la dette à long terme et des instruments financiers dérivés au 30 septembre 2012 est présentée au tableau 15.

**Tableau 15**  
**Juste valeur de la dette à long terme et des instruments financiers dérivés**  
(en millions de dollars canadiens)

	30 septembre 2012		31 décembre 2011	
	Valeur comptable	Juste valeur actif (passif)	Valeur comptable	Juste valeur actif (passif)
Dette à long terme <sup>1</sup>	(3 945,2) \$	(4 173,8) \$	(3 953,0) \$	(4 107,4) \$
Instruments financiers dérivés :				
Options de règlement anticipé	361,0	361,0	138,0	138,0
Ententes de swaps de taux d'intérêt	(0,2)	(0,2)	(0,9)	(0,9)
Contrats à terme de devises	4,1	4,1	3,2	3,2
Ententes de swaps sur devises et de taux d'intérêt	(313,8)	(313,8)	(282,8)	(282,8)

<sup>1</sup> La valeur comptable de la dette à long terme exclut les ajustements pour enregistrer les variations de la juste valeur de la dette à long terme liées aux risques de taux d'intérêt couverts, les dérivés incorporés et les frais de financement.

La juste valeur estimative de la dette à long terme est fondée sur les cours du marché lorsqu'ils sont disponibles ou sur des modèles d'évaluation. Lorsque la Société utilise des modèles d'évaluation, la juste valeur est fondée sur la valeur actualisée des flux de trésorerie en utilisant les taux de rendement à la fin de l'exercice ou la valeur de marché d'instruments similaires comportant la même échéance.

La juste valeur des instruments financiers dérivés est estimée au moyen de modèles d'évaluation qui projettent les flux de trésorerie futurs et les actualisent selon les modalités de l'instrument financier dérivé et les facteurs de marché externes observables, comme les taux des swaps et les cours du taux de change à la fin de la période. La juste valeur constatée des instruments financiers dérivés est également rajustée pour refléter le risque de non-exécution, compte tenu du contexte financier et économique à la date de l'évaluation, en attribuant une prime liée au risque de défaillance de crédit, fondée sur une combinaison de données de marché observables et non observables, à l'exposition nette de la contrepartie ou de la Société.

La juste valeur des options de règlement anticipé constatée comme des dérivés incorporés est déterminée selon les modèles d'évaluation des options, y compris les facteurs de volatilité et d'actualisation.

Les pertes (gains) sur évaluation et conversion des instruments financiers pour le troisième trimestre et les neuf premiers mois de 2012 sont résumés dans le tableau 16.

**Tableau 16**  
**(Gain) perte sur évaluation et conversion des instruments financiers**  
(en millions de dollars canadiens)

	Trois mois terminés les 30 septembre		Neuf mois terminés les 30 septembre	
	2012	2011	2012	2011
(Gain) perte sur les dérivés incorporés et les instruments financiers dérivés pour lesquels la comptabilité de couverture n'est pas utilisée	(117,7) \$	33,6 \$	(241,5) \$	26,0 \$
Perte sur la tranche inefficace des relations de couverture de la juste valeur	–	0,8	–	1,9
	(117,7) \$	34,4 \$	(241,5) \$	27,9 \$

Des gains de 5,8 M\$ et de 31,2 M\$, respectivement au troisième trimestre 2012 et pour les neuf premiers mois de 2012, ont été inscrits aux autres éléments du résultat global, relativement aux relations de couverture de flux de trésorerie (19,4 M\$ et 13,4 M\$ respectivement au troisième trimestre 2011 et pour les neuf premiers mois de 2011).

## Transactions entre parties liées

Au cours du troisième trimestre 2012, la Société et ses filiales ont effectué des achats et engagé des dépenses de loyer avec des sociétés liées pour un montant de 0,7 M\$ (0,6 M\$ pour la même période de 2011) compris dans les coûts des ventes, frais de ventes et d'administration. La Société et ses filiales ont effectué des ventes à des sociétés liées pour un montant de 0,7 M\$ (0,6 M\$ au troisième trimestre 2011). Ces transactions ont été conclues et comptabilisées à la valeur d'échange.

Au cours des neuf premiers mois de 2012, la Société et ses filiales ont effectué des achats et engagé des dépenses de loyer avec des sociétés liées pour un montant de 3,8 M\$ (1,8 M\$ pour la même période de 2011) compris dans les coûts des ventes, frais de ventes et d'administration. La Société et ses filiales ont effectué des ventes à des sociétés liées pour un montant de 2,7 M\$ (2,2 M\$ pour les neuf premiers mois de 2011). Ces transactions ont été conclues et comptabilisées à la valeur d'échange.

## Capital-actions

En vertu des exigences des autorités canadiennes régissant les normes de présentation du rapport de gestion, le tableau 17 présente les données du capital-actions de la Société au 31 octobre 2012. De plus, 671 869 options d'achat d'actions de la Société étaient en circulation au 31 octobre 2012.

**Tableau 17**

### Capital-actions

(en actions et en millions de dollars canadiens)

	Au 31 octobre 2012	
	Émises et en circulation	Valeur comptable
Actions catégorie A	19 591 986	8,7 \$
Actions catégorie B	43 205 896	328,9 \$

Le 9 août 2012, la Société a déposé une offre publique de rachat dans le cours normal des activités pour un maximum de 980 357 actions catégorie A représentant approximativement 5 % des actions catégorie A émises et en circulation, et pour un maximum de 4 351 276 actions catégorie B représentant approximativement 10 % des actions catégorie B détenues dans le public en date du 31 juillet 2012. Les rachats peuvent être effectués entre les 13 août 2012 et 12 août 2013, au cours du marché, sur le marché libre par l'intermédiaire de la Bourse de Toronto. Toutes les actions ainsi rachetées sont ou seront annulées.

Au cours du troisième trimestre de 2012, la Société a racheté et annulé 585 100 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 20,5 M\$. L'excédent de 16,1 M\$ du prix de rachat sur la valeur comptable des actions catégorie B rachetées a été enregistré en réduction des bénéfices non répartis.

Pour les neuf premiers mois de 2012, la Société a racheté et annulé 728 500 actions catégorie B pour une contrepartie totale en espèces de 25,8 M\$. L'excédent de 20,3 M\$ du prix de rachat sur la valeur comptable des actions catégorie B rachetées a été enregistré en réduction des bénéfices non répartis.

## Contrôles et procédures

Le contrôle interne à l'égard de l'information financière a pour objectif de fournir une assurance raisonnable quant à la fiabilité de l'information financière de la Société et à la préparation des états financiers consolidés selon les IFRS.

Au cours du trimestre terminé le 30 septembre 2012, aucune modification touchant le contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu ou est susceptible d'avoir une incidence importante sur ce contrôle n'a été portée à l'attention de la direction de la Société.

## Renseignements supplémentaires

La Société est un émetteur assujéti en vertu des lois sur les valeurs mobilières de toutes les provinces canadiennes ; par conséquent, elle est tenue de déposer des états financiers, une circulaire de sollicitation de procurations et une notice annuelle auprès des divers organismes de réglementation de valeurs mobilières. On peut obtenir, sans frais, une copie de ces documents, sur demande adressée à la Société ou sur le site Internet à l'adresse <[www.sedar.com](http://www.sedar.com)>.

## Mise en garde concernant l'information prospective

Les énoncés figurant dans le présent rapport de gestion qui ne sont pas des faits historiques constituent des énoncés prospectifs assujétis à des risques, à des incertitudes et à des hypothèses importants connus et inconnus qui sont susceptibles d'entraîner un écart important entre les résultats réels de la Société dans des périodes futures et ceux qui figurent dans les énoncés prospectifs. Les énoncés prospectifs sont généralement reconnaissables à l'utilisation du conditionnel, d'expressions prospectives comme « proposer », « s'attendre », « pouvoir », « anticiper », « avoir l'intention de », « estimer que », « prévoir », « désirer », ou « croire » ou de la tournure négative de ces expressions ou de leurs variantes ou de toute terminologie similaire. Certains facteurs importants qui pourraient occasionner des écarts importants entre les résultats réels et ceux mentionnés dans ces énoncés prospectifs comprennent les suivants, bien qu'ils ne soient pas limités à ces derniers :

- la capacité de Québecor Média de continuer à développer son réseau et l'offre de service mobile qui en découle ;
- le climat économique général, les conditions des marchés financiers et économiques, de même que les fluctuations commerciales subies par les annonceurs de Québecor Média sur le marché publicitaire local, régional et national des journaux et de la télévision ;
- l'intensité de l'activité concurrentielle dans les industries où Québecor est active ;
- la fragmentation de l'univers des médias ;
- des nouvelles technologies qui pourraient changer le comportement des consommateurs à l'égard de l'offre de produits de Québecor Média ;
- des investissements en capital imprévus qui seraient nécessaires pour le développement de son réseau ou pour répondre au développement continu de solutions technologiques alternatives ou l'inaptitude à obtenir des capitaux dans le but de poursuivre la stratégie de développement des secteurs d'activité de Québecor ;
- la capacité de Québecor de mettre en œuvre avec succès ses stratégies d'affaires et de développement ou de gérer sa croissance et son expansion ;
- la capacité de Québecor Média de restructurer avec succès les activités de ses journaux afin d'en optimiser l'efficacité dans un contexte de bouleversement de l'industrie des journaux ;
- les interruptions de service sur le réseau de Québecor Média par lequel sont offerts les services de télédistribution numérique, d'accès Internet et de téléphonie, et la capacité de Québecor Média de protéger son réseau contre les attaques de pirates informatiques ;
- les conflits de travail ou les grèves ;
- les changements dans la capacité de Québecor Média d'obtenir des services et des équipements essentiels à la conduite de ses activités ;
- des changements aux lois et aux règlements, ou dans leurs interprétations, qui pourraient entraîner, entre autres, la perte (ou la réduction de la valeur) des licences de Québecor Média sur ses marchés, ou l'augmentation de la concurrence, des coûts de fonctionnement ou des dépenses d'investissement ;
- le niveau substantiel de l'endettement de Québecor, le resserrement du marché du crédit ou des restrictions sur les activités commerciales de Québecor imposées par les conditions des emprunts ; et
- les fluctuations des taux d'intérêt pouvant avoir des effets sur les exigences de remboursement des intérêts sur la dette à long terme de Québecor.

Les énoncés prospectifs décrits dans ce document afin de permettre aux investisseurs et au public de mieux comprendre l'environnement dans lequel la Société évolue sont fondés sur des hypothèses qu'elle croit être raisonnables au moment où elle a émis ces énoncés prospectifs. Les investisseurs et autres personnes devraient noter que la liste des facteurs mentionnés ci-dessus qui sont susceptibles d'influer sur les résultats futurs n'est pas exhaustive et éviter de se fier indûment à tout énoncé prospectif. Pour de plus amples renseignements sur les risques, incertitudes et hypothèses susceptibles d'entraîner un écart entre les

résultats réels de la Société et les attentes actuelles, veuillez-vous reporter aux documents publics déposés par la Société qui sont disponibles à <[www.sedar.com](http://www.sedar.com)> et à <[www.quebecor.com](http://www.quebecor.com)>, y compris, en particulier, la rubrique « Risques et incertitudes » du rapport de gestion de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011.

Les énoncés prospectifs figurant dans le présent rapport de gestion reflètent les attentes de la Société au 13 novembre 2012 et sont sous réserve des changements pouvant se produire après cette date. La Société décline expressément toute obligation ou tout engagement de mettre à jour ces énoncés prospectifs, que ce soit en raison de nouveaux renseignements ou d'événements futurs ou pour quelque autre motif que ce soit, à moins que les lois sur les valeurs mobilières applicables le requièrent.

Montréal, Québec

13 novembre 2012

# QUÉBECOR INC. ET SES FILIALES

## SÉLECTION DE DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les montants relatifs aux données par action)

	2012			2011			2010	
	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.	30 sept.	30 juin	31 mars	31 déc.
<b>Exploitation</b>								
Revenus	1 059,1 \$	1 086,4 \$	1 064,0 \$	1 147,9 \$	1 014,8 \$	1 053,4 \$	990,5 \$	1 088,1 \$
Bénéfice net avant amortissement, frais financiers, gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers, restructuration des activités d'exploitation, dépréciation d'actifs et autres éléments spéciaux, dépréciation de l'écart d'acquisition et d'actifs incorporels, (perte) gain sur refinancement de dettes et impôts sur le bénéfice	352,8	357,8	322,2	369,2	319,7	358,5	294,3	359,1
Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	52,1	48,7	39,3	55,6	40,0	60,0	35,9	58,2
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	47,5	16,1	34,1	34,0	(16,3)	(2,3)	5,2	(10,0)
Éléments inhabituels	(81,0)	2,2	(0,5)	(4,2)	2,4	(2,5)	(6,8)	(1,6)
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires</b>	<b>18,6</b>	<b>67,0</b>	<b>72,9</b>	<b>85,4</b>	<b>26,1</b>	<b>55,2</b>	<b>34,3</b>	<b>46,6</b>
<b>Données par action de base</b>								
Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	0,83 \$	0,77 \$	0,62 \$	0,87 \$	0,63 \$	0,93 \$	0,56 \$	0,90 \$
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	0,75	0,25	0,54	0,53	(0,26)	(0,03)	0,08	(0,16)
Éléments inhabituels	(1,28)	0,03	(0,01)	(0,06)	0,04	(0,04)	(0,11)	(0,02)
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires</b>	<b>0,30</b>	<b>1,05</b>	<b>1,15</b>	<b>1,34</b>	<b>0,41</b>	<b>0,86</b>	<b>0,53</b>	<b>0,72</b>
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (en millions)	63,1	63,5	63,5	63,5	63,9	64,3	64,3	64,3
<b>Données par action diluée</b>								
Contribution au bénéfice net attribuable aux actionnaires :								
Activités d'exploitation poursuivies	0,83 \$	0,77 \$	0,61 \$	0,87 \$	0,62 \$	0,92 \$	0,55 \$	0,88 \$
Gain (perte) sur évaluation et conversion des instruments financiers	0,75	0,25	0,54	0,53	(0,26)	(0,03)	0,08	(0,16)
Éléments inhabituels	(1,28)	0,03	(0,01)	(0,06)	0,04	(0,04)	(0,11)	(0,02)
<b>Bénéfice net attribuable aux actionnaires</b>	<b>0,30</b>	<b>1,05</b>	<b>1,14</b>	<b>1,34</b>	<b>0,40</b>	<b>0,85</b>	<b>0,52</b>	<b>0,70</b>
Nombre moyen pondéré d'actions diluées en circulation (en millions)	63,2	63,6	63,7	63,8	64,5	65,0	65,0	65,0